

Cette loi, que l'assemblée municipale de Saint-Pétersbourg a adoptée presque à l'unanimité lors de la première de ses trois lectures mercredi 16 novembre, interdit les manifestations publiques de personnes et d'organisations LGBTI sous prétexte de protéger les mineurs.

Dans un pays où l'hostilité à l'égard des personnes LGBT est palpable et dénoncée par de nombreuses organisations européennes et internationales notamment à l'occasion des tentatives d'organisation de marches des fiertés ou de festivals culturels, une loi de ce type alimenterait le climat d'intolérance à l'égard de la minorité LGBTI (*lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles, transgenres ou intersexuées*).

Elle légaliserait des pratiques discriminatoires et mettrait en danger la liberté d'expression et de réunion de la minorité LGBT.

En outre, elle fournirait une base juridique à l'interdiction de toutes leurs actions, y compris la distribution de brochures d'information ou même les actions contre l'homophobie.

D'autres villes russes comme Moscou ont prévu d'adopter des dispositions législatives afin d'interdire la "*propagande pour l'homosexualité*", tandis qu'Arkhangelsk et la région de Riazan ont déjà mis en place une législation de ce type.

Bien que les relations homosexuelles entre adultes consentants aient été dépenalisées en Russie en 1993, les LGBTI font toujours l'objet d'une discrimination et d'une violence généralisées.